

Le coronavirus et le capitalisme : deux épidémies à combattre

Le coronavirus est une menace et un danger et chacun-e en prend la mesure au fur et à mesure de la propagation du virus de par le monde.

Mais il est légitime d'interroger la réaction d'Emmanuel Macron ce jeudi 12 mars.

Il décrète donc la fermeture des écoles, de la maternelle à l'université couvrant de ridicule JM Blanquer qui avait dit exactement le contraire le jour même. L'enjeu pour les personnels est bien de leur garantir le risque minimum, dans le cadre du respect de leurs droits. Et pour les familles de pouvoir s'occuper de leurs enfants et qu'ils ne soient pas laissés-es pour compte et traités-es de façon inégale.

Les personnels de la santé, dans les hôpitaux notamment, sont particulièrement exposés-es. Alors que depuis des mois les personnels hospitaliers sont en grève et en mobilisation pour réclamer des moyens, sans vergogne, Macron leur a enfin rendu hommage lors de son allocution. Il cherche à s'acheter une conscience de gauche par de belles paroles sur l'importance vitale des services publics alors même que son gouvernement a systématiquement poursuivi la casse de ces services. En terme de disruption, on atteint des paroxysmes. En terme de ridicule aussi.

Poursuivant une soudaine «conversion anti-capitaliste», Macron a également annoncé que des mesures seraient prises pour les salarié-es susceptibles de perdre leur salaire du fait des impacts du virus sur l'activité économique du pays. Très bien, mais il est impératif que cela ne se fasse pas au prix de futures politiques « d'austérité » dont les victimes sont toujours les salarié-es, femmes et précaires en tête. Macron a aussi annoncé le report de deux mois de la fin de la trêve hivernale. Fabuleux, les associations comme le Dal le réclament depuis des années, Macron le fait... quand il n'a pas le choix. Il démontre bien que les mesures sociales sont essentielles et nécessaires dans une société où chacun-e est soudain confronté-e à une menace. Si Macron fait mine d'introduire un peu plus d'égalité dans une société de plus en plus inégalitaire du fait de ses politiques, nous ne sommes pas dupes.

Quant aux libertés, on peut à juste titre penser qu'elles sont menacées : après avoir annoncé sa volonté de « limiter au maximum les manifestations », les rassemblements de plus de 100 personnes sont aujourd'hui interdits. Personne ne niera la nécessité de prendre des mesures pour limiter la contagion. Néanmoins, après là aussi des mois de répressions multiformes de la contestation sociale, les critères des contours de ces mesures ainsi que le rôle et la responsabilité des préfetures en la matière sont plus que flous. Que Macron ne s'y trompe pas, nous continuerons à lutter contre sa réforme des retraites, quel que soit le temps de latence que prendra le traitement de l'épidémie. Dans cette période de crise sanitaire, nous exigeons la suspension immédiate du processus législatif sur les retraites pendant la période, comme nous l'avons affirmé avec l'intersyndicale dès le 10 mars.

Lutter contre le coronavirus ou les régressions sociales, ce n'est pas une alternative. Nous continuerons à combattre les politiques régressives : réforme de l'assurance chômage, réforme des retraites... et à refuser la répression et les violences policières.

Nous demandons le même déploiement de moyens pour faire face à l'urgence sociale et écologique.

Ni coronavirus, ni union sacrée, la lutte continue contre tout ce qui détruit nos existences. Solidarité avec les victimes du coronavirus, solidarité avec toutes celles et ceux que ce système attaque ; indéfectiblement.

La lutte ne s'arrêtera pas avec la maladie. Nos combats pour un monde où la solidarité, la protection sociale et les services publics sont les meilleurs remparts contre les léaux et l'injustice, sont plus que jamais légitimes.